

JUSTICE SOCIALE
POUR LES FEMMES ET LES FILLES
AGISSONS MAINTENANT

ActionAid Sénégal

Stratégie pays

2018-2022



studioandofine.com

act:onaid

ActionAid Sénégal
ActionAid est un mouvement mondial de personnes
travaillant ensemble pour la lutte des
droits pour tous et vaincre la pauvreté



Les représentants du comité de gestion de l'école Keur Yoro dans le LRP de Djilor sont heureux de faire partie de la formation sur l'outil PRS dédié à l'éducation.
Photo - ActionAid

PHOTO COUVERTURE
Les femmes de la communauté de Bady dans le LRP de Missirah célébrant leur succès après la récolte du périmètre maraîcher installé par le Projet Agroécologie et Résilience.
Photo Jenna Farineau

REMERCIEMENTS

Ce document de stratégie n'aurait pas été possible sans le soutien de la plupart des partenaires internes et externes d'ActionAid Sénégal. Mention spéciale à Ruchi Tripathi, Responsable des Moyens de Subsistance Résilients et de la Justice climatique d'ActionAid International, et Ojobo Atuluku, chargé de l'assistance aux pays d'Afrique 2 pour leurs conseils tout au long du processus d'élaboration de cette stratégie. Que l'ensemble du personnel d'ActionAid Sénégal trouve ici l'expression de nos remerciements les plus sincères pour tout le travail abattu dans le cadre de cette stratégie. Nous espérons que notre engagement et notre dévouement avec l'appui constant de nos communautés, partenaires, soutiens et bailleurs et par la grâce de Dieu, nous permettront de mettre en œuvre de façon efficace cette stratégie quinquennale. Nous sommes convaincus que cette stratégie est à la fois réaliste et stimulante et qu'elle permettra d'améliorer de manière tangible le bien-être des filles, des femmes, de leurs enfants, de leurs familles ainsi que des communautés au Sénégal.

AVANT-PROPOS

A ActionAid Sénégal, nous comprenons sans pour autant aborder les questions de croyances normatives solidement ancrées, que notre travail reste palliatif au lieu de traiter des changements structurels nécessaires au développement à long terme, en particulier dans la vie des femmes et des filles. Nous nous engageons donc à travailler avec les communautés et toutes les parties prenantes concernées afin de surmonter les obstacles normatifs à l'actualisation des droits des femmes et des filles. Cela nous incite à être plus ouverts d'esprit, à apprécier et respecter les croyances des autres et en même temps à oser, à encourager la remise en question de ces croyances qui portent préjudice à l'actualisation des droits d'un seul genre. Cela nous pousse également à nouer des partenariats stratégiques avec les communautés, les chefs traditionnels et religieux progressistes, les mouvements sociaux, les médias, les universités et d'autres organisations semblables. Cela devrait en outre nous inciter à mener des recherches et apporter les éléments de preuve de nature à éclairer le changement tant souhaité.

Nous sommes impatients de conclure des partenariats qui pourront nous offrir les ressources pour accomplir notre travail et améliorer le bien-être des femmes, des filles et de leurs communautés et du Sénégal, en général. Nous sommes résolus à renforcer tous nos systèmes en vue d'apporter à ce travail toute la rigueur nécessaire. Nous tendons les bras donc à tous les partenaires, soutiens et bailleurs désireux d'embarquer avec nous dans ce voyage.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

▶ Qui sommes nous ?.....	6
▶ Notre Vision.....	6
▶ Notre Mission.....	6
▶ Economique.....	6
▶ Politique.....	7
▶ Mouvements sociaux.....	7
▶ Cadre légal.....	7
▶ Normes de genre.....	8
Normes de genre ayant un impact sur l'éducation des filles	
▶ Violence à l'égard des femmes.....	9
▶ Tendances mondiales et régionales.....	9
▶ Priorité 1: Reconnaissance accrue de l'impact des normes de genre négatives sur les droits des filles et des femmes dans trois régions du Sénégal.....	10
▶ Priorité 2: Les communautés s'attaquent à deux barrières sociales qui limitent l'accès des filles à l'éducation dans trois régions du Sénégal.....	11
▶ Priorité 3: Promouvoir l'autonomisation économique des femmes par l'élimination des normes sociales qui limitent leurs droits à une gestion durable des ressources naturelles.....	12
▶ Mobilisation de ressources.....	13
▶ Ressources humaines.....	14
▶ Technologie de l'information pour le développement.....	16
▶ Appui au développement organisationnel des Partenaires.....	16
▶ Adhésion à la Fédération.....	16
▶ Communications.....	17
▶ Gestion financière.....	17
▶ Projections financières.....	18
▶ Tableau 2: Matrice des Risques.....	18
▶ Gestion des risques.....	19

LISTE DES ACRONYMES

- AAI : ActionAid International
- AAS : ActionAid Sénégal
- ACHPR: Commission on Human and Peoples' Rights
- ADB : African Development Bank
- AGVSAN : Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition
- AER : Agroécologie et Résilience
- AFD : Agence française de Développement
- AJS : Association des Femmes juristes sénégalaises
- ANACIM : Agence nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie
- ANSD : Agence nationale de la Statistique et de la Démographie
- APE : Accord de partenariat économique
- ANCEFA : Réseau africain pour la Campagne pour l'Education pour Tous
- ANCAR : Agence nationale du Conseil agricole et rural
- APROVAG : Association des Producteurs de la Vallée du Fleuve Gambie
- BAD : Banque africaine de Développement
- CADHP : Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
- CE : Commission européenne
- UA : Union Africaine
- ASC : Association sportive et culturelle
- CEDAW : Convention sur l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
- CNCR : Conseil national des agriculteurs pour la concertation et la coopération rurale
- CNC: Coalition des acteurs non étatiques du PDDAA
- CS : Parrainage d'enfant
- CRAFS : Cadre de Réflexion et d'Action sur le Régime foncier au Sénégal
- COPIL DV : Comité directeur sur les Directives Volontaires au Sénégal
- CONGAD : Conseil des Organisations Non-Gouvernementales d'appui au Développement
- COSYDEP : Coalition des Organisations en synergie pour la Défense de l'Education publique
- CONAFE : Coalition des ONG africaines en faveur de l'Enfant
- CONFEMEN : Conférence des Ministres de l'Education des Pays ayant le français en partage
- CRSA : Agriculture durable résiliente au climat
- CTB: Coopération technique Belge
- DAPSA : Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques agricoles
- DFID : DFID : Département pour le Développement international
- DRR : Réduction des Risques de Catastrophe
- DO : Développement organisationnel
- DP : Directeur Pays

- DUS : Dollar US
- DUDH : Déclaration universelle des Droits humains
- DSP : Document de Stratégie Pays
- ECHO : Office d'aide humanitaire de la Commission européenne
- ESAM : Enquête sénégalaise auprès des ménages
- FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
- FAFS : Fédération des Associations féminines sénégalaises
- FECSDA : Femmes Education Culture Santé et Développement en Afrique
- GIZ : (German) Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
- IDH : Index de Développement humain
- IDA : Association pour le développement international
- LRP : Programme de droit local
- LS : Livre sterling
- MGF: Mutilations genitales féminines
- ONG : Organisation non-gouvernementale
- ONGIS : ONG internationales au Sénégal
- OSC : Organisation de la Société civile
- OCB : Organisation communautaire de base
- OCHA : Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires
- ODD: Objectif de Développement Durable
- OSIWA : Open Society Initiative for West Africa
- PAQUET : Programme d'Amélioration de la Qualité et de l'Ethique dans l'Education
- PDDAA : Programme détaillé de Développement de l'Agriculture africaine
- PIB : Produit intérieur brut
- PNUD : Programme des Nations unies pour le Développement
- PNIA: Plan national d'investissement agricole
- PAM: Programme alimentaire mondial
- PSE : Plan Sénégal Emergent
- PP : Programme pays
- PRACAS : Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture sénégalaise
- RDC : République Démocratique du Congo
- RH: Ressources Humaines
- SCOFI : Scolarisation des Filles
- SM : Secrétariat mondial
- SMART : Specific Measurable Reachable and Time bound
- UA : Union Africaine
- UE : Union européenne
- UEMOA : Union économique et monétaire ouest-africaine
- UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture
- UNFPA : Fonds des Nations unies pour la Population
- UNICEF : Fonds international des Nations unies pour le Secours à l'Enfance
- USAID : Agence des Etats-Unis pour le Développement International

RESUMÉ

Tirant les enseignements de notre premier Document de Stratégie Pays (DSP) – “Ensemble contre la pauvreté 2014-2018”, ce deuxième DSP “Justice sociale pour les Femmes et les Filles Agissons dès maintenant” se concentre sur notre programme pour les cinq prochaines années afin de mieux optimiser nos efforts sur les questions de genre cibles. Nous le ferons tout en développant nos principales forces organisationnelles, notamment en améliorant nos capacités de collecte de fonds, nos TIC, nos systèmes financiers et nos communications. Nos programmes se concentreront sur l'évolution des normes de genre au Sénégal par la promotion de services sensibles au genre dans l'agriculture et l'éducation. Malgré les systèmes juridiques en place qui accordent aux femmes des droits formels, elles continuent à être à la traîne dans ces deux domaines, les femmes impliquées dans l'agriculture étant très vulnérables aux chocs économiques et climatiques et les filles accusant un retard disproportionné dans l'enseignement secondaire. En priorisant les programmes et les domaines organisationnels suivants entre 2018 -2022, ActionAid Sénégal continuera à travailler avec les communautés, les mouvements sociaux et d'autres partenaires pour promouvoir les droits humains pour tous et vaincre la pauvreté.

Nos principales priorités de programmation sont les suivantes :


Priorité 1 : Reconnaissance accrue de l'impact des normes de genre négatives sur les droits des femmes et des filles dans trois régions du Sénégal.

Priorité 2 : Travailler avec les communautés pour soulever deux barrières sociales qui limitent l'accès des filles à l'éducation dans trois régions du Sénégal.

Priorité 3 : Promouvoir l'autonomisation économique des femmes par l'élimination des normes sociales qui limitent leurs droits à une gestion durable des ressources naturelles.

Nos principales priorités organisationnelles sont les suivantes :

- Nous diversifierons nos revenus, renforcerons notre capacité à travailler en synergie et augmenterons nos réserves financières
- Nous investirons dans nos systèmes informatiques et nos capacités en communication
- Nous allons devenir un Associé d'ActionAid International d'ici 2022
- Nous renforcerons nos systèmes financiers et améliorerons la viabilité financière.



Lala Diouf nettoyant son nouveau riz dans sa plantation mise sur pied grâce aux semences de riz qu'elle a obtenu avec le soutien d'ActionAid
Photo - ActionAid

INTRODUCTION

QUI SOMMES NOUS ?

ActionAid Sénégal fait partie de la Fédération des AA et a commencé à travailler au Sénégal en l'an 2000, en se concentrant sur trois des 14 régions du Sénégal (Fatick, Tambacounda et Kédougou) couvrant cinq Départements sur les 45 (Foundiougne, Tambacounda, Bakel, Kédougou et Goudiry) dans neuf localités (Djilor, Nioudior, Foundiougne, Diosong, Koussanar, Missirah, Bala, Kédougou et Bakel) couvrant 160 communautés. ActionAid est une fédération pour la justice mondiale qui œuvre pour la justice sociale, l'égalité des sexes et l'éradication de la pauvreté. Au Sénégal, ActionAid travaille à renforcer la capacité et l'action des personnes vivant dans la pauvreté et l'exclusion, en particulier les femmes, pour faire valoir leurs droits. Nous travaillons avec les communautés, les organisations populaires, les mouvements de femmes, les mouvements paysans, d'autres mouvements sociaux, des groupes et réseaux et d'autres alliés pour venir à bout des causes et conséquences structurelles de la pauvreté et de l'injustice. Nous relient le travail que nous faisons au niveau communautaire à des efforts et des combats beaucoup plus importants au niveau national et mondial pour apporter une plus grande contribution pour un monde juste, équitable et durable.

NOTRE VISION

Un monde juste, équitable et durable dans lequel chaque personne jouit du droit à une vie digne, à l'abri de la pauvreté et de toute forme d'oppression.

NOTRE MISSION

Atteindre la justice sociale, l'égalité des genres et l'éradication de la pauvreté en travaillant avec les personnes vivant dans la pauvreté et l'exclusion, leurs communautés, les organisations populaires, les activistes, les mouvements sociaux et les partenaires.

NOS VALEURS

- Respect mutuel, ce qui nous oblige à reconnaître la valeur innée de tous et la valeur de la diversité
- L'Équité et la justice, nous obligeant ainsi à assurer la réalisation de notre vision pour tous, sans distinction de sexe, d'orientation sexuelle et d'identité de genre, de race, d'ethnie, de caste, de classe, d'âge, de statut VIH, de handicap, de lieu et de religion
- L'Intégrité, nous obligeant à être honnêtes, transparents et responsables à tous les niveaux pour l'efficacité de nos actions et notre utilisation des ressources et une ouverture dans nos jugements et communications avec les autres
- La Solidarité avec les personnes vivant dans la pauvreté et l'exclusion sera le seul biais dans notre engagement à lutter contre la pauvreté, l'injustice et l'inégalité entre les sexes
- Le Courage de la conviction, nous poussant à être créatifs et radicaux, audacieux et innovateurs sans crainte d'échec – dans l'optique d'avoir le plus grand impact possible sur les causes de la pauvreté, de l'injustice, et de l'inégalité des genres
- L'Indépendance de toute affiliation religieuse ou politique
- L'Humilité, en reconnaissant que nous faisons partie d'une alliance beaucoup plus élargie contre la pauvreté et l'injustice

La Fédération d'ActionAid s'engage à mener son travail sous le prisme (et avec les valeurs) du féminisme, ce qui nous guidera dans l'interprétation et la promotion de notre mission et de ces valeurs.

Tirant les enseignements de notre premier Document de Stratégie Pays : "Ensemble contre la Pauvreté 2014-2018"

Le premier Document de Stratégie Pays d'ActionAid Sénégal (DSP) s'est révélé trop ambitieux compte tenu des ressources et des capacités disponibles en ce moment-là. En l'absence d'une équipe de mobilisation de ressources dédiée, les projections financières n'ont pas été respectées, ce qui a limité la capacité de programmer de façon efficace tous les objectifs stratégiques du DSP. Ce qui signifiait que le Programme Pays (PP) n'avait de ressources que pour programmer l'objectif 1 du DSP, mais pas assez pour les deux autres objectifs. En tirant les enseignements des mises en œuvre et défis rencontrés

par son prédécesseur, ce nouveau DSP vise à être plus réaliste compte tenu des ressources et des capacités du Programme Pays (PP). Les objectifs du DSP seront limités aux domaines de compétence du Programme Pays en accord avec la stratégie globale et le contexte local tout en cherchant à approfondir notre travail au niveau local et à reconstruire notre profil et notre influence au niveau national et international. Au cours de la nouvelle période couverte par le DSP, le Programme Pays compte également consentir de gros efforts pour mobiliser des ressources pour financer son travail.



Objectif de ce Document de Stratégie Pays

L'objectif de la présente Stratégie 2018-2022 est d'identifier et de remettre en cause les croyances normatives qui entravent l'actualisation des droits des femmes en mettant l'accent sur l'agriculture et l'accès à des services publics sensibles au genre, en particulier dans l'enseignement secondaire.

Le Processus

L'élaboration de ce DSP a été approfondie en commençant par un plan de gestion du changement pour le PP défini par toute l'équipe en Juin 2016. Cela a conduit à la décision de mettre fin à la stratégie



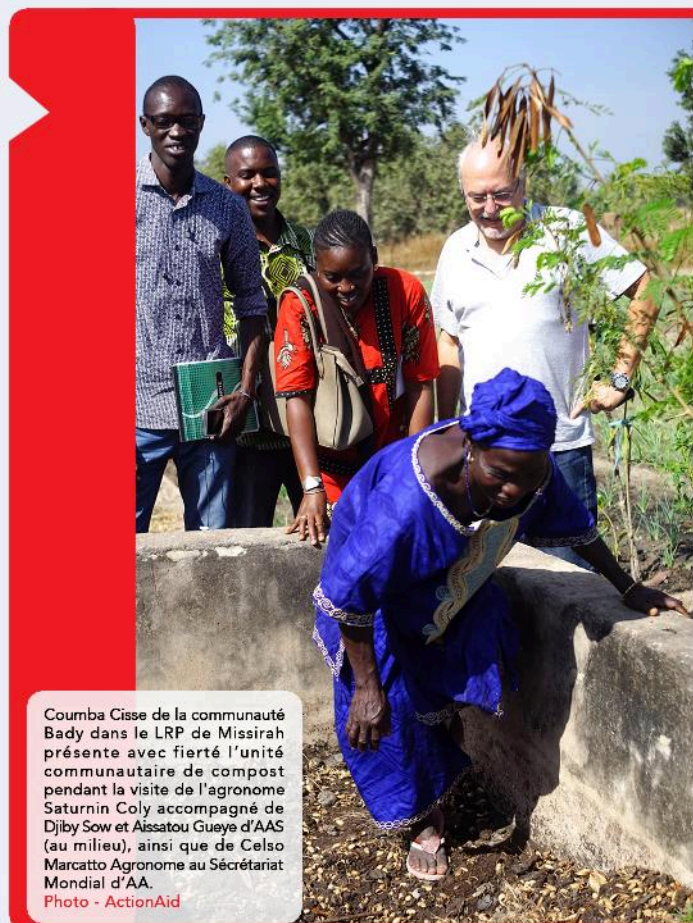
en cours et d'élaborer un nouveau DSP qui s'aligne sur la nouvelle Stratégie globale d'AAI, mais aussi de prendre connaissance des enseignements tirés de la mise en œuvre du DSP actuel et des nouvelles tendances mondiales. L'équipe et les partenaires du PP ont mené une évaluation de partenariat en Juin 2016, suivie de l'examen externe du DSP en Novembre 2016 et enfin d'un examen par les pairs en Juillet 2017. Tous les processus ont rassemblé les recommandations et enseignements qui ont orienté l'élaboration de cette nouvelle stratégie. Le processus d'élaboration de la stratégie nécessitait la participation de tout le personnel aux dispositions de la nouvelle Stratégie mondiale et aux nouvelles façons de travailler dans la Fédération.

Ce qui a été suivi d'une réunion consultative des parties prenantes qui a débouché sur des recommandations supplémentaires qui ont toutes été examinées lors d'une séance de réflexion sur la stratégie, ce qui a permis d'identifier les défis majeurs et les centres d'intérêt du présent DSP. Ce fut un processus très inclusif avec la participation de tout le personnel et des représentants des partenaires et des communautés avec l'assistance du Secrétariat mondial à travers Ruchi Tripathi, Responsable des Moyens de Subsistance résilients et de la justice climatique.

Notre énoncé de capacités

ActionAid Sénégal est :

- Reconnu et accepté dans la communauté comme un partenaire à long terme.
- Expérimenté dans l'utilisation de l'approche participative et l'autonomisation des communautés pour doter les personnes d'outils pour travailler avec d'autres acteurs de façon indépendante pour subvenir à leurs besoins.
- Reconnu et accepté par ses pairs comme chef de file en matière de gouvernance agricole et foncière.
- Est en train d'émerger comme leader dans la promotion de l'agro-écologie et d'autres approches pour une agriculture résiliente aux changements climatiques.
- Bien connecté aux mouvements sociaux et organisations populaires, y compris le Forum social sénégalais, les associations féminines, ACTIVISTA, les mouvements de paysans (CNCR), le Conseil sénégalais des ONG (CONGAD) et d'autres coalitions.
- Expérimenté en facilitant le travail des communautés et de leurs agences dans l'élaboration de politiques au niveau national et international
- Expérimenté dans l'utilisation des connaissances de la communauté pour la promotion des alternatives durables pour l'environnement à travers nos programmes et projets.
- Reconnu comme organisation qui adhère à la reddition des comptes et à la transparence.
- A intégré le biais sur les droits des femmes à travers tous nos projets et programmes.
- S'engage à prendre des mesures immédiates en cas de violations des droits humains, et est.
- Bien connecté avec d'autres pays d'ActionAid pour la programmation multi-pays.



Coumba Cisse de la communauté Bady dans le LRP de Missirah présente avec fierté l'unité communautaire de compost pendant la visite de l'agronome Saturnin Coly accompagné de Djiby Sow et Aïssatou Gueye d'AAS (au milieu), ainsi que de Celso Marcato Agronome au Secrétariat Mondial d'AA.

Photo - ActionAid



Les Femmes de la communauté de Rofangué dans le LRP de Niodior, formées aux impacts des changements climatiques, procèdent désormais à la cueillette de fruits de mer en utilisant des méthodes non agressives, démontrant ainsi leur conscience de la nécessité d'une gestion durable des ressources halieutiques.

Photo - ActionAid

LE CONTEXTE

Economique

Le Sénégal a une population d'environ 15 million d'habitants et son économie vient au deuxième rang en termes de croissance la plus rapide en Afrique de l'Ouest. La performance macroéconomique du Sénégal en 2016 a été la plus forte depuis une douzaine d'années avec un taux de croissance de 6,6%. Cette croissance est due en grande partie à la production dans les industries halieutiques et agricoles, bien que d'autres secteurs tels que les industries touristiques et extractives aient aussi augmenté leur production. Cette croissance économique résulte de la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE) qui vise à lutter contre l'inégalité et l'injustice en aidant les familles pauvres, en donnant des chances égales aux personnes handicapées et en fournissant une couverture maladie universelle.

Malgré cela, il convient de noter que la dépendance du Sénégal à l'agriculture pluviale et à l'exportation de matières premières est forte signifie que le pays reste très vulnérable à l'insécurité alimentaire et aux fluctuations des marchés mondiaux des produits de base.

Selon l'Analyse globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN) de Juillet 2014, près de la moitié (42%) de la population satisfait à peine ses besoins alimentaires et un ménage sur cinq (19% de la population) a une consommation alimentaire insatisfaisante. Parmi les régions à forte prévalence d'insécurité alimentaire, on compte celles où intervient ActionAid Sénégal (AAS), qui travaille pour venir à bout de ces questions, telles que Kédougou (33%) et Tambacounda (22%) (ENSAN, Juin 2013). Malgré tous les efforts déployés par différents acteurs pour éradiquer la pauvreté, la situation persiste en 2017, les femmes et les jeunes du milieu rural étant les plus vulnérables en raison de leur forte dépendance à l'agriculture.

Près de la moitié de la population sénégalaise est employée dans le secteur agricole ; environ 70% de la population rurale dépend dans une large mesure de l'agriculture, de la pêche artisanale, de l'élevage et de la foresterie.

Le Sénégal figure toujours parmi les pays les moins avancés, se classant 170ème sur 188 dans l'Indice de Développement Humain (Rapport PNUD, 2015). Il a un taux de pauvreté d'environ 53%, selon une enquête de suivi au Sénégal (ESPS-II) en 2015, avec les sites AAS de Tambacounda, Kédougou et Fatick où les citoyens dépendent plus fortement de l'agriculture, ce qui les classe ainsi parmi les régions les plus pauvres du Sénégal. Le visage de la pauvreté est également plus féminin et plus jeune, avec le chômage croissant des jeunes entraînant souvent l'immigration clandestine et d'autres problèmes de sécurité.

En outre, le pays est confronté aux impacts du changement climatique avec des inondations et parfois des sécheresses récurrentes conduisant à l'insécurité alimentaire et à l'instabilité économique. Pour minimiser une telle perte de productivité, il faut renforcer la résilience des populations face aux chocs liés au climat, comme indiqué dans le Plan de Développement National du Sénégal connu comme le Plan Sénégal Emergent (PSE).

Politique

Le Sénégal est un pays stable dont la démocratie est largement reconnue en Afrique. Le pays a établi et reste un système politique multipartite (avec 255 partis politiques) et aurait une tradition de règles civiles et d'une presse indépendante. En outre, le Sénégal joue un rôle de premier plan en assistant les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) lors d'élections ou de crise politique. En effet, le Sénégal a subi plusieurs alternances politiques pacifiques, ce qui met en évidence à la fois la maturité des citoyens sénégalais et la crédibilité des institutions.

Néanmoins, cette bonne nouvelle masque mal la frustration des mouvements d'activistes et des citoyens ordinaires sur le manque de démocratie interne au sein des partis politiques sénégalais, ce qui mine la responsabilisation et la transparence des processus électoraux. S'il existe un espace ouvert pour les actions de la société civile sur la gouvernance, cela doit faire également l'objet d'un suivi, compte tenu des tendances mondiales plus élargies.

Bien que le Sénégal ait adopté la Loi sur la Parité, il convient de souligner qu'il y a très peu de femmes occupant des postes de responsabilité stratégiques dans le Bureau de l'Assemblée nationale et les commissions parlementaires, avec seulement huit femmes contre 31 hommes dans l'actuel gouvernement. Cette situation est due non seulement au pouvoir des hommes mais aussi à des normes sociales bien établies qui remettent en question la capacité des femmes à occuper des postes de responsabilité en dehors du foyer.

Mouvements sociaux

La nouvelle Stratégie mondiale d'AA préconise de travailler avec les mouvements sociaux pour exercer une pression soutenue pour la justice sociale. Le Sénégal a une longue histoire de mouvements sociaux qui impactent positivement la bonne marche du pays.

Entre 2011 et 2012, le mouvement 'Y'en a Marre' a été actif dans sa riposte directe à la candidature de l'ancien Président Abdoulaye Wade à un troisième mandat ainsi que ses propositions de réformes constitutionnelles visant à réduire

le nombre de votes nécessaires pour gagner une élection. En réponse, les citoyens sénégalais sont descendus dans la rue, ont occupé les pages des réseaux sociaux et les ondes des radios pour exprimer leur désir de changement. Les participants au mouvement se sont vite rendu compte qu'ils en avaient assez de toutes ces années de chômage, des fréquentes pannes d'électricité, des inégalités grandissantes et de la corruption politique.



Ndeye Sarr, présidente du Cercle Réflexion Action de la communauté de Felir à Niodior, exprimant le besoin de solidarité entre les femmes pour l'actualisation effective de leur droit.
Photo - ActionAid



Le camp des jeunes édition 2017 dans le LRP de Diossong a planché sur l'urgence d'engager les jeunes dans la lutte contre les changements climatiques qui limitent leur potentialité et présente tout autant des opportunités.
Photo - ActionAid

'Y'en a Marre est resté actif en promouvant le NTS (le nouveau type de Sénégalais) et en soutenant les autres mouvements sociaux dans le pays et même au-delà, au Burkina, en RDC et au Gabon. Un autre mouvement mis en place en tant que plateforme est le 'Non aux APE' qui a déployé des efforts énergiques pour empêcher le gouvernement sénégalais de signer les Accords de Partenariat Economique (APE) avec l'Union européenne. Parmi les autres mouvements sociaux actifs dans le pays, on compte : l'Association pour la Scolarisation des Filles (SCOFI), le Forum social sénégalais, et le Conseil National de Concertation et de Coopération des ruraux (CNCR), entre autres. Tous ces mouvements défendent et promeuvent la justice sociale et l'égalité et sont très actifs sur les réseaux sociaux pour dénoncer la corruption, la pauvre qualité des services publics, le chômage des jeunes, et bien d'autres questions.



Cadre légal

Le Sénégal est un Etat laïc avec un régime démocratique libéral. Sa Constitution proclame l'égalité de tous les citoyens, sans distinction de sexe. A ce titre, il existe un certain nombre de mécanismes juridiques qui accordent aux femmes des droits formels.

Les Articles 108 et 111, par exemple, interdisent le mariage forcé pour les femmes de tous âges. L'utilisation moderne des certificats de mariages permettra également aux femmes de sauvegarder leurs droits en cas de divorce ou d'héritage. Les femmes ont le droit de divorcer de leurs maris, ce qui a pour but de renforcer le pouvoir des femmes en matière de mariage. En outre, le système juridique protège les femmes contre la violence. Par exemple, le code pénal en sa loi du 24 Janvier 1999 punit sévèrement la violence contre les femmes y compris l'inceste, le viol, le harcèlement sexuel, l'excision, la pédophilie et la violence domestique. Une autre loi qui protège les femmes est la loi n° 99-05 du 29 Janvier 1999 relative à l'interdiction des MGF.

Malgré ces lois, les enquêtes révèlent que seulement 36% des citoyens sénégalais à faible revenu et 26% à revenu élevé trouvent que le gouvernement sénégalais informe les citoyens de leurs droits et seuls 40-50% des citoyens trouvent que les données et lois publiées par le gouvernement sont fiables. Ces chiffres sont inférieurs à ceux du reste de l'Afrique subsaharienne et montrent que les lois n'influent pas nécessairement sur la réalité sociale.



Les rapports des femmes avec le système juridique varient aussi en fonction de leur région, de leur niveau d'éducation et de leur situation financière. En milieu urbain, les femmes sont en contact avec un grand nombre de services sociaux, d'information et d'institutions gouvernementales contrairement à celles des zones rurales, ce qui augmente leur propension à signaler les cas de violence. L'éducation et la situation financière augmentent aussi cette propension des femmes à les signaler. De plus, les femmes qui signalent les cas de violence sont souvent perçues comme des parias pour avoir transgressé les normes sociales.

Dans ce cadre légal, certaines lois mettent en péril les droits des femmes. Par exemple, le Code pénal en son Article 305 interdit le droit à l'avortement des femmes. Alors que l'accès à l'avortement est limité au Sénégal, 1.776 cas de viol ont été signalés en 6 mois dont 516 cas d'inceste en 2016. Ce qui réduit le contrôle des femmes sur leur corps. Le code de la famille contient également des articles discriminatoires à l'encontre des femmes, tel que l'Article 152, qui place l'homme comme chef de famille.

Au niveau international, le Sénégal a ratifié plusieurs traités et la Constitution du pays parle également de la promotion et de la protection des droits humains dans son Préambule et sa Déclaration des droits. Le pays est formellement aligné sur la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH),

la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de violence à l'égard des Femmes (CEDAW) en 1985, la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CRC) en 1990, la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (ACHPR) en 1982, et le Protocole de Maputo en 2003. En fin de compte, dans le cadre juridique, de nombreux efforts ont été faits pour promouvoir la situation des femmes au Sénégal.

Cependant, les résultats montrent que ces lois ne sont pas appliquées avec succès et qu'elles entrent souvent en conflit avec les codes religieux et traditionnels. Par exemple, le code juridique sénégalais place les femmes sur un même pied d'égalité que les hommes en matière d'héritage, mais les codes sociaux musulmans prévoient que ce qu'une femme hérite de son père doit être la moitié de celle d'un homme. De telles tensions mettent en exergue la nécessité d'utiliser les éléments progressistes du système juridique sénégalais et les conventions internationales pour améliorer la situation des femmes dans la société sénégalaise. En outre, certaines lois nationales sénégalaises doivent encore être harmonisées avec les conventions internationales.

La violence contre les femmes n'est pas seulement un problème social. Le transfert de pouvoir permettra aux femmes de transformer leur économie, de changer leur vie d'une manière plus positive et de maintenir la cohésion sociale. En tant qu'organisation de justice sociale, ActionAid doit répondre à cette réalité en travaillant avec les institutions de développement et les partenaires des personnes vivant dans la pauvreté afin d'influer sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et lois favorables aux pauvres pour assurer la réalisation des droits de tous les citoyens.

Normes de genre

Agriculture

Au Sénégal, les hommes gèrent la sphère publique, ce qui crée un déséquilibre dans tous les aspects de la vie, en particulier dans le secteur agricole.

En tant que secteur clé de l'économie sénégalaise, l'activité agricole a toujours été considérée comme réservée aux hommes seulement et l'agriculture familiale occupe un grand pourcentage de ce secteur. Bien que les femmes constituent encore une part considérable de la main d'œuvre agricole, elles ont moins de possibilités d'exploiter les ressources naturelles ou d'acquérir des terres. Par exemple, les hommes contrôlent 93,6% des surfaces cultivées contre 6,4%, pour les femmes avec 16,4% des ménages de petits exploitants dirigés par les femmes contre 83,6% par les hommes.

Malgré un cadre légal favorable et des programmes initiés par le gouvernement sénégalais pour promouvoir une approche genre plus importante dans le secteur, les femmes restent encore très vulnérables dans le secteur agricole. Cette insécurité est accentuée par le fait que les droits d'une femme varient en fonction de son état civil. L'accès à l'eau, aux finances, aux moyens de production, de transformation et de commercialisation constituent d'autres défis majeurs. En effet, pour que les femmes aient accès à la terre, elles doivent souvent emprunter, louer ou mettre en place des réseaux grâce aux organisations féminines locales. Cette dernière forme d'acquisition de terres est le moyen le plus sûr de posséder des terres pour les femmes, si elle est approuvée par l'autorité locale compétente. Ce qui signifie qu'une femme, en tant qu'individu, peut rarement acquérir des terres par ses propres moyens.



Ami Thiam et ses sœurs montrant la route utilisée quotidiennement par les enfants pour aller à l'école dans la communauté de Maya dans le LRP de Niodior au Sénégal, l'une des îles la plus touchée par la montée de la mer. / Photo - ActionAid

Dans les zones rurales comme les “Niayes” ou le “Delta du Fleuve Sénégal” le potentiel de productivité est très élevé et les femmes sont très actives dans les transactions foncières. Les femmes jouent un rôle important dans les différents processus agricoles, mais moins cependant dans les activités post-récolte à valeur ajoutée. Par exemple, certaines cultures sont exclusivement attribuées aux femmes tels que le riz pluvial, le poivre, etc. tandis que l’arachide ou le mil sont en grande partie cultivés par les hommes dans certaines zones. Cela renforce les inégalités entre les sexes dans le secteur agricole.



Ndeye Ara Tchior et Adama Sene montrant les pertes dans leur rizière en raison de la salinisation et de la chaleur dans la communauté de Fayako, LRP de Niodior / Photo - ActionAid

A Fatick, Kédougou et Tambacounda, où intervient ActionAid Sénégal, l’agriculture, l’élevage et la pêche sont les principales activités génératrices de revenu. A Fatick, les femmes sont au cœur de la cueillette des huîtres et de l’exploitation durable de la mangrove, ainsi que de la transformation et de la conservation du poisson. Les moyens locaux de transformation mettent souvent les femmes dans des conditions précaires et dangereuses et d’autres inégalités de genre deviennent visibles en matière d’accès aux subventions et aux pirogues.

Normes de genre ayant un impact sur l’éducation des filles

Soixante-deux pour cent (62%) de la population sénégalaise ont moins de 24 ans, ce qui signifie que la majeure partie de sa population est d’âge scolaire. Reconnaisant l’importance de l’éducation, le gouvernement consacre 25% de son budget national à l’éducation bien qu’il y ait des questions sur l’utilisation de ces fonds. Les taux d’alphabétisation sont plus élevés dans les zones urbaines (80,6%) que dans les zones rurales (45,2%); alors que la situation géographique a également un impact sur les taux de fréquentation scolaire, Tambacounda et Fatick, deux des zones d’intervention d’AAS étant en deçà de la moyenne nationale.

Le genre a aussi un impact sur les résultats scolaires. Les attitudes patriarcales imposent aux jeunes filles de se préparer à être des femmes et des mères, les plaçant ainsi sur un chemin autre que l'école et les orientant vers d'autres activités. Même si les taux de scolarisation dans l'enseignement primaire sont plus élevés chez les filles (86,85%) que chez les garçons (77,59), les filles représentent en fin de compte moins de la moitié de l'effectif de l'enseignement secondaire.

Dans les zones d'intervention d'AAS, comme Kédougou et Tambacounda, les populations sont confrontées à un certain nombre de défis ayant un impact sur l'éducation. Parmi ceux-ci, l'absence d'installations scolaires adéquates et l'utilisation d'abris provisoires, le côté attractif du travail dans les champs miniers chez les garçons et les filles, une méconnaissance de l'importance de l'éducation par certains parents, des difficultés à s'occuper des enfants ayant des besoins spéciaux et parfois un hivernage prématuré. Bien que les politiques publiques encouragent fortement l'accès et la rétention des filles à l'école, les facteurs socio-culturels, le Sénégal étant une société hautement patriarcale avec des preuves de la domination masculine impactent la prise en compte des opportunités

offertes par les politiques publiques. Au-delà des facteurs patriarcaux, il y a l'absence de bonnes infrastructures et d'enseignants de qualité dans les zones rurales. De plus, dans les zones rurales, les parents n'inscrivent généralement pas leurs enfants et le fait que ces enfants n'aient pas de bulletin de naissance les prive d'inscription aux examens finaux du primaire. Les filles sont plus touchées par cette situation en raison des attentes sociétales liées au mariage. Les efforts pour obtenir un bulletin de naissance sont souvent faits tardivement pour que les garçons s'inscrivent aux examens, les filles devant se contenter de se marier et prendre soin du ménage, tandis que les garçons restent à l'école. Dans ce contexte, même si la fille a la chance d'obtenir son certificat de naissance et de s'inscrire à l'école secondaire, la probabilité qu'elle se marie avant l'âge de 18 ans ou qu'elle soit confrontée à une grossesse précoce l'expose à un risque d'abandon précoce. Dans les zones rurales, environ 57% des filles se marient à l'âge de 18 ans selon l'Enquête sénégalaise auprès des Ménages (ESAM II 2014).

Du point de vue du genre, le gouvernement sénégalais travaille actuellement à l'élaboration d'une stratégie basée sur le genre dans le secteur de l'Education. Les politiques nationales actuelles encouragent fortement l'accès et le maintien des filles à l'école mais cela n'a pas eu pour effet d'accroître la transition et le maintien des filles dans les écoles secondaires. En général, les femmes sont les plus impliquées dans l'éducation à la fois dans les zones urbaines et rurales. En effet, ce sont généralement les femmes qui assistent aux réunions scolaires et qui paient les frais de scolarité des enfants, mais ceci n'influence pas positivement l'éducation des filles. Les normes sociales du Sénégal sont telles que le mariage est la seule et ultime réussite pour une fille ou une femme. Ce qui fait qu'il lui est impossible de planifier sur le long terme parce que, à tout moment, elle peut être forcée à abandonner ses études, qu'elle soit au primaire, au secondaire, ou à l'université. Les femmes et les filles assurent aussi toutes les tâches domestiques non rémunérées à la maison, un fardeau qui à son tour affecte leur performance à l'école, ce qui renforce davantage la croyance selon laquelle l'éducation n'est pas faite pour les filles, poussant ainsi les parents à les retirer de l'école.



Zakaria Sambakhé, Responsable des Programmes et Partenariats (à gauche), Ifeoma Charles-Monwuba, Directrice Nationale d'AAS (à droite) avec le Ministre Sénégalais de l'Éducation Nationale, lors de la Conférence Mondiale sur le Financement de l'Éducation organisée en février 2018 à Dakar.

Photo - ActionAid

Une autre raison donnée par les parents pour justifier le non-passage des filles vers l'école secondaire est la crainte pour leur sécurité. En raison du manque d'écoles secondaires dans la plupart des communautés, les filles désireuses d'aller au secondaire doivent souvent faire de longues distances entre l'école et la maison, ce qui expose les lycéennes à des risques de violence. Pour ces raisons, certains parents mettent fin aux ambitions de leurs filles pour éviter qu'elles ne soient violées sur le chemin de l'école, ce qui causerait ainsi un déshonneur à toute la famille. Les parents préfèrent donc les garder là la maison, ce qui compromet le droit des filles à l'éducation. Les parents, encouragés en cela par des guides religieux et culturels, continuent à s'interroger sur la disponibilité, l'accessibilité, l'adaptabilité et l'acceptabilité de l'éducation et le gouvernement sénégalais n'a pas été en mesure d'apporter une réponse acceptable à ces questions. Les infrastructures pour l'enseignement secondaire sont encore très limitées ; il en existe un peu mais la plupart sont éloignées. Cette situation explique le décrochage scolaire pour beaucoup de filles, surtout dans les zones rurales. La conséquence de ces obstacles est une diminution constante du taux de filles qui terminent leurs études secondaires. Dans la région de Fatick, seulement 48% des filles terminent leurs études secondaires, avec 42% à Tambacounda et juste 27% à Kédougou.

Les autres facteurs affectant la performance scolaire des filles sont l'absence de toilettes réservées aux filles, peu d'écoles offrant l'intimité dont les filles ont besoin pendant leurs règles. De plus, les filles éprouvent des douleurs sévères durant leurs règles et, en raison de l'absence d'une infirmière ou d'une enseignante en qui se confier, la plupart préfèrent ne pas aller à l'école pendant la semaine de leurs règles, qui peut coïncider parfois avec les examens. Beaucoup de filles dans la région du LRP de Missirah ont raté leurs examens à cause de leurs périodes. Au lieu de prendre ceci en considération, le corps enseignant en conclut juste que ces filles n'accordent pas d'importance à l'éducation et par conséquent, ne consentent aucun effort pour mériter l'assistance requise. En raison de la croyance très répandue selon laquelle les hommes sont plus outillés pour être des enseignants, ces derniers dépassent largement en nombre leurs collègues femmes; avec environ 5 hommes pour chaque femme enseignant dans la seule région de Tambacounda. Ce qui signifie souvent que les membres du corps enseignant ne sont ni sensibles ni conscients des besoins des jeunes filles dans leurs écoles.

Les conditions de travail insensibles au genre sont également un prétexte pour empêcher le peu de femmes qualifiées de travailler. Il n'y a pratiquement pas de transport public pour l'école dans les zones rurales et les travailleuses mariées doivent marcher sur des kilomètres ou emprunter des motos ou des charrettes sur de longues distances, même lorsqu'elles sont enceintes, mettant ainsi leur santé en danger. A Tambacounda un inspecteur raconte avoir été témoin du saignement d'une enseignante pendant sa grossesse pour avoir emprunté une moto en se rendant à son lieu de travail au village.

Les mères allaitantes sont également obligées de faire le choix difficile d'arrêter d'allaiter tôt en l'absence de crèches dans leur lieu de travail. Si elle doit déposer son bébé à la crèche, la femme travailleuse doit payer de sa propre poche car son mari lui donnera probablement un ultimatum, l'obligeant ainsi à décider entre s'occuper elle-même de l'enfant ou de payer une nounou si elle veut travailler. Dans une société où on mesure encore les femmes selon leur statut matrimonial et le nombre d'enfants, elle n'a pas tellement le choix.



Violence à l'égard des femmes

Au Sénégal, une femme sur quatre a subi des mutilations génitales féminines (MGF) et beaucoup sont victimes d'abus physiques de la part des membres de leurs propres familles, de la famille élargie et d'autres membres de la communauté. Dans la seule région de Dakar, 11 femmes auraient été tuées par leurs maris ou des proches en 2016 seulement. Parmi elles, il y avait une députée. La réaction habituelle à ces actes de violence est prudente, en raison du manque de sensibilisation sur les violences contre les femmes et de la croyance selon laquelle les femmes l'auront souvent cherché.

Un autre problème chez les femmes et les jeunes filles est le taux élevé de grossesses précoces. Elles sont le résultat d'une communication ouverte limitée entre les parents et les jeunes en raison de contraintes socio-culturelles et plus généralement, d'un manque d'informations disponibles sur la santé de la reproduction chez les jeunes. Cela a un impact négatif chez les filles car celles-ci ont souvent recours à des avortements clandestins pour éviter la stigmatisation ou une grossesse précoce mettant ainsi en danger leur santé.

Bien que le Sénégal ait ratifié presque toutes les lois sur les droits des femmes, le gouvernement et d'autres acteurs intervenant dans le secteur n'ont pas encore trouvé de mécanisme efficace pour mettre fin à cette violence contre les femmes et les filles. C'est l'une des raisons principales pour lesquelles nous pensons qu'il est très important d'orienter notre travail sur les causes normatives de telles pratiques.

Le changement climatique et ses impacts sur les femmes

En raison des différents rôles sociaux assignés aux hommes et aux femmes, l'impact négatif du changement climatique les affecte différemment. Dans les régions de Fatick, Tambacounda et Kédougou, les impacts négatifs du changement climatique sont visibles au niveau communautaire, détruisant les vies et les moyens de subsistance des populations. Ce qui est caractérisé par l'insécurité alimentaire, la malnutrition, l'érosion des sols, le manque de revenus, de bétail, d'eau potable, de terres cultivables et d'habitations à cause de l'avancée de la mer et de la salinité, ce qui mène à la perte de dignité et à la pauvreté. En l'absence de réponse concrète du gouvernement pour aider les communautés à relever les défis du changement climatique, les hommes et les garçons sont forcés de quitter leur communautés laissant derrière eux des femmes et des filles obligées d'assumer des tâches ménagères supplémentaires. Cela entraîne une féminisation de la pauvreté et expose les femmes à une vulnérabilité accrue.

Tendances mondiales et régionales

Au niveau mondial, le Sénégal a ratifié les Objectifs de Développement Durables (ODD) et s'est engagé à les mettre en œuvre. Le pays, comme les autres pays membres de l'ONU, travaille à définir ses objectifs prioritaires. L'engagement du Sénégal à travers le Plan Sénégal Emergent qui vise à réduire les inégalités, ne peut être réalisé que si les femmes et les filles sont affranchies des mauvaises contraintes sociales réduisant leurs chances à une vie meilleure. En tout état de cause, les droits des femmes et le droit à l'éducation restent au cœur de tous les engagements urgents du Sénégal. Si le pays peut se vanter d'avoir ratifié un nombre de protocoles internationaux sur des questions liées à ces deux thèmes, il n'en demeure pas moins qu'il existe un décalage entre les engagements et leur concrétisation. Par exemple, pour un pays doté d'une loi sur la parité, le gouvernement actuel de 39 ministres ne compte que 8 femmes et seulement 69 femmes sur 165 députés ont été élues lors de la troisième législature. Plus que jamais, les femmes à ces postes électifs doivent être soutenues, surtout face à une majorité masculine qui n'hésite pas à imposer ses points de vue, soit par l'imposition de normes sociales, soit par le « jeu majoritaire ». A ce rythme, le pays n'est pas en voie d'atteindre l'Objectif 5 des ODD (Parité). Le Sénégal abrite aussi le siège de la Conférence des Ministres de l'Éducation ayant en partage le français et pourtant les normes de l'éducation de base, bien que clairement définies par les politiques publiques, sont toujours « invisiblement » discriminatoires à l'encontre des filles.

Au niveau continental, on encourage l'agriculture intensive au détriment de l'agriculture familiale, pratiquée en grande partie par les femmes. Conformément à l'Agenda 2063 de l'UA, AAS continuera à promouvoir l'agriculture familiale et l'agroécologie, ce qui permet au pays de s'approprier son développement plutôt que d'être dépendant des multinationales. Dans la sous-région ouest-africaine, les Accords de Partenariat Economique (APE) que les pays de la CEDEAO ont signés avec l'UE encourageant l'exportation de matières premières et la concurrence déloyale reste une source de préoccupation majeure. AAS en collaboration avec d'autres groupes de la société civile, continuera à suivre l'impact de ces APE sur la vie des communautés et à influencer les politiques gouvernementales. La société civile sénégalaise dont AAS est membre, qui est consciente de cet état de fait et de l'interaction entre les différents objectifs de développement durable et les Agendas régionaux, a décidé de mettre sur pied une plateforme de suivi de la conformité.



Dans la communauté de Maya dans le LRP de Niodior, les inondations dues au changement climatique font partie du quotidien des habitants. Les membres de la communauté montrent leurs espaces quotidiennement inondés.
Photo - ActionAid

CE QUE NOUS FERONS EN 2018-2022

Priorités du Programme

Notre approche programmatique

Conformément à la Stratégie globale d'ActionAid – Action pour la Justice mondiale, notre travail visera à aborder les trois R des Droits, Résilience et Redistribution, permettant aux femmes et filles de renforcer leur résilience sociale, économique et politique pour résister aux chocs et redistribuer le pouvoir et les ressources afin qu'elles puissent jouir de leurs droits. Nous continuerons à utiliser l'approche basée sur les droits de l'Homme et à travailler avec les femmes pour renforcer leurs capacités et diversifier leurs moyens de subsistance, notamment en promouvant les approches agro-écologiques et les chaînes de valeur résilientes au changement climatique.

Grâce aux Cercles d'action de réflexion, nous renforcerons le leadership politique, économique et social des femmes afin qu'elles soient les championnes du changement qu'elles désirent et augmentent leurs connaissances en politique et en économie pour qu'elles puissent discuter avec les décideurs. Nous renforcerons notre travail avec les mouvements sociaux et le gouvernement, en nous appuyant sur les partenariats déjà existants avec le Forum Social Sénégalais, le CNCR (le Mouvement National des agriculteurs), l'AJS (la Fédération sénégalaise des femmes juristes), le COSYDEP (la Coalition pour l'Education publique), et ACTIVISTA, entre autres.

Nous travaillerons également dans l'apprentissage actif, la documentation et le partage dans le but de promouvoir le meilleur des alternatives viables. Notre travail avec les mouvements sociaux et d'autres acteurs non-étatiques sera au centre de nos agendas ciblant la CEDEAO, l'UA et l'UEMOA (AAS de l'Afrique de l'Ouest travaillera sur les Priorités 1, 2 et 3 et sera donc active sur les plateformes internationales en coordonnant le travail sur ces priorités.



Session de travail au cours de l'atelier national de développement de la nouvelle stratégie d'AAS en Septembre 2017 impliquant les acteurs clés au niveau local et national. / Photo - ActionAid

Notre orientation stratégique et la théorie de changement

L'égalité des sexes et l'éradication de la pauvreté sont réalisées en identifiant les croyances normatives structurelles qui découragent l'égalité, qui sont le plus souvent cachées, ce qui les rend visibles et les soumettre à un interrogatoire public démasquera les pouvoirs qui soutiennent ces croyances. Ceci, à son tour, encouragera la promotion collective de nouvelles croyances pour une société plus juste et égale à travers les activités d'une action individuelle et collective délibérée visant à déplacer le pouvoir inégal et injuste. Qu'il soit caché, visible ou invisible, du niveau des ménages aux niveaux local, national et international, démasquer ces croyances aide les femmes et les hommes à promouvoir des alternatives locales qui brisent le cercle de la pauvreté, de l'indignité et de la vulnérabilité.

Cela nécessite l'autonomisation des femmes et des filles, d'interroger leurs situations, de les mobiliser solidarité avec d'autres organisations pour s'engager dans le plaidoyer et les campagnes pour défier les gardiens de ces croyances du local au mondial. Cela exige aussi de s'engager avec les hommes à apprécier les droits humains des femmes et la nécessité de les soutenir pour les actualiser dans leurs propres droits.

Le changement se produira également lorsque des conditions favorables permettant aux femmes et aux filles de tirer parti de leur nouvelle liberté retrouvée sont en place, notamment l'accès à l'éducation, les moyens de production dépourvus de la violence. Cela nécessite une redistribution des ressources pour répondre aux besoins des femmes et des filles, actualisant ainsi leurs droits et renforçant leur résilience face à toutes les formes de dommages.

Notre orientation stratégique de 2018 à 2022 sera donc :

Changer les normes de genre au Sénégal à travers la promotion de services sensibles au genre dans l'agriculture et l'éducation

Pour réaliser ce changement, nous croyons que :

- Il faut une plus grande reconnaissance de l'impact souvent caché des normes de genre sur les droits des femmes et des filles
- Les femmes et les filles ont besoin d'alternatives locales pour briser le cercle de la pauvreté, de l'indignité et de la vulnérabilité
- Les femmes et les filles doivent être en mesure de remettre en question leur situation et à travailler dans la solidarité pour défier ceux qui défendent ces croyances au niveau local et international
- Les femmes et les filles ont besoin d'un environnement favorable pour jouir des libertés existantes, notamment l'accès aux moyens de production et à l'éducation;
- Les ressources doivent être redistribuées pour renforcer la résilience des femmes et des filles. En 2018-2022, nous allons travailler dans trois domaines prioritaires.



Qu'allons-nous faire ?

- Recherche-action pour identifier les problèmes
- Mettre en œuvre une stratégie de communication pour changer les comportements afin de promouvoir le changement de comportement
- Elaborer des matériels de communication sur le changement de comportement pour démystifier les normes culturelles ayant un impact négatif sur la propriété foncière des femmes
- Galvaniser les mouvements féminins et les mouvements paysans pour qu'ils travaillent sur ces questions et renforcent la qualité de leur leadership
- Travailler sur le renforcement de capacités en agro-écologie, en gouvernance foncière (directives volontaires des NU) et l'inscription, la connaissance budgétaire et le plaidoyer
- Renforcer et élaborer les plateformes pour résoudre les problèmes
- Mettre en place des mécanismes de recours
- Le renforcement des capacités pour les différents acteurs pour résoudre les problèmes
- Organiser une campagne conjointe avec la société civile sur l'accès des filles à l'éducation
- Mettre en place un système de suivi et d'évaluation pour suivre l'évolution dans le temps

Priorité 1 : Reconnaissance accrue de l'impact des normes de genre négatives sur les droits des filles et des femmes dans trois régions du Sénégal

Ce qui va changer

- Au moins trois normes et tabous négatifs visant les femmes sont démystifiés et mis sur la table pour une discussion ouverte et une analyse de leur impact.
- Au moins un gouverneur, deux préfets, dix maires et deux cents conseillers ont publiquement dénoncé et aboli les normes de genre préjudiciables aux communautés
- Cent mille (100 000) femmes et filles conscientes de leur droit et à même de tirer profit des dispositions légales disponibles pour actualiser leurs droits
- Cinquante-huit (58) communautés et leurs dirigeants aident les femmes à actualiser leurs droits à la terre et autres moyens de production et pour les filles, à terminer leurs études secondaires sans entrave.



Katy Sarr, Présidente du Cercle Reflection Action du quartier Mbelgore à Foundiougne, reconnue comme leader au sein de la communauté, a dirigé la session de planification 2018 en utilisant une approche participative.
Photo - ActionAid

Travail de recherche

- Analyse des normes de genre par rapport au cadre juridique sénégalais et les ODD.

Partenaires possibles dans ce travail

- Nous allons travailler en partenariat avec la Fondation Musagetes et d'autres organisations de production locales pour produire le matériel de communication.
- Nous allons travailler avec les partenaires des LRP pour créer et animer des cercles de réflexion et d'action et des clubs de filles dans les écoles pour autonomiser les femmes et les filles.
- Travailler en partenariat avec les stations radios pour assurer un temps d'antenne régulier à un tarif raisonnable pour faire connaître les problèmes et leur impact.
- Travailler en partenariat avec l'AJS pour former des para juristes dans les communautés afin de soutenir les femmes désireuses d'exercer leurs droits.

- Travailler en partenariat avec les institutions traditionnelles et religieuses pour être des acteurs de changement.
- Travailler en partenariat avec les Maires et Préfets pour arbitrer des réunions publiques afin d'adopter des règlements municipaux pour abolir de telles normes.
- Parmi les autres partenaires, il y a la FAFS (Fédération de l'Association des Femmes du Sénégal) et la FECSDA.
- Etablir un partenariat avec le CONGAD, les ONG internationales au Sénégal (ONGIS) et les coalitions de la société civile pour influencer sur le changement des normes et pratiques.
- Nous établirons un partenariat avec le secteur privé pour des campagnes spécifiques.

Priorité 2 : Les communautés s'attaquent à deux barrières sociales qui limitent l'accès des filles à l'éducation dans trois régions du Sénégal.

Le changement que nous voulons voir

- Les droits des filles à terminer leurs études secondaires sont acceptés et encouragés par les familles, les chefs religieux et communautaires renforcés par la construction d'au moins trois écoles secondaires dans les communautés LRP.
- Des structures d'appui créées dans les communautés pour renforcer la résilience des filles pour résister au mariage forcé et précoce dans 73 écoles dans les communautés LRP.
- Vingt pour cent (20%) de réduction par rapport à la référence initiale du nombre de filles contraintes au mariage forcé dans les communautés du projet.
- Amélioration des infrastructures et du personnel dans 6 écoles secondaires pour soutenir l'accès à l'éducation secondaire des filles.
- Deux centres de formation professionnelle créés pour appuyer l'acquisition de compétences afin d'assurer les moyens de subsistance des filles qui ont abandonné l'école et qui veulent développer les compétences requises pour leur subsistance.
- Des dispositions financières annuelles ont été prises dans 6 budgets locaux pour améliorer l'infrastructure de l'éducation .



Travail de recherche

- Remettre en question la sensibilité au genre des politiques d'éducation et de planification du gouvernement sénégalais.

Les Partenaires avec qui nous allons travailler :

- COSYDEP
- CONAFE
- AJS
- SCOFI
- ONE CAMPAIGN
- ANCEFA
- UNESCO
- CONFEMEN
- LRP partners
- UN Women
- UNFPA
- Private sector

Priorité 3 : Promouvoir l'autonomisation économique des femmes par l'élimination des normes de genre qui limitent leurs droits à une gestion durable des ressources naturelles

Ce qui va changer

- 60 communautés et leurs leaders acceptant les droits des femmes à posséder des terres et encouragent la propriété individuelle et collective des terres par les femmes.
- Promouvoir la redistribution de la propriété foncière en augmentant le nombre de femmes propriétaires de terres individuellement (de 85 à 200) ou collectivement (de 15 à 50).
- Accroître les dispositions financières des budgets agricoles décentralisés des gouvernements locaux au profit des petits exploitants dans six communautés en prévoyant une ligne budgétaire dédiée aux femmes.
- Renforcer la résilience de 1000 petits exploitants en promouvant des conditions plus favorables à l'accès au financement aux femmes petites exploitantes agricoles pour qu'elles puissent intensifier leurs activités.
- Au moins 1000 petites exploitantes agricoles ont accès au financement et à d'autres moyens de production.
- 86 leaders communautaires acceptent les pratiques agro-écologiques dans leurs domaines et se joignent au plaidoyer auprès du gouvernement pour subventionner les engrais organiques en partenariat avec les services de vulgarisation de l'état et du même coup, en augmentant l'assistance de ces mêmes services pour la pratique de l'écologie dans les neuf LRP.
- Accroître l'accès aux marchés et au stockage des produits pour 1000 petits exploitants
- Support nine youth groups to increase youth participation in agricultural value chain.
- Appuyer neuf groupes de jeunes pour accroître la participation des jeunes dans la chaîne de valeurs agricoles.
- Créer au moins quatre unités de transformation plus favorables aux femmes en veillant à ce qu'elles se retrouvent dans des endroits sûrs et que les installations soient sensibles au genre et puissent être exploitées par les femmes elles-mêmes.

Travail de recherche

Le rôle des femmes dans la conservation traditionnelle des femmes (en relation avec la CRSA, le leadership et l'autonomisation des femmes).

Partenaires possibles dans ce travail

- Les partenaires des LRP d'AAS pour la formation en gouvernance financière et agroécologie des femmes au Sénégal
- Le collège des femmes du CNCR va faire campagne avec AAS/partenaires, /femmes de la communauté sur le besoin d'un contrôle et d'un accès accrus des terres pour les femmes et l'accès au financement pour les petites exploitantes agricoles.
- Etablir un partenariat avec Make sense pour former les femmes paysannes et les jeunes sur les compétences entrepreneuriales et l'innovation.
- Etablir un partenariat avec la FAO et le PAM pour accroître la sensibilisation au changement climatique, l'acceptation, l'adaptation et la pratique de l'agroécologie et améliorer l'accès des femmes au marché.
- Les organismes gouvernementaux concernés, notamment l'ANACIM, l'ANCAR, le Ministère de l'Agriculture et ses services de vulgarisation, le Ministre et les préfets, etc.
- La coalition des acteurs non-étatiques sur la mise en œuvre du PDDAA / CNCR.



PRIORITÉS ORGANISATIONNELLES

Mobilisation de ressources

Depuis sa création, ActionAid Sénégal dépend principalement du flux de financement du parrainage d'enfants. Mais, étant donné la crise économique mondiale qui a poussé beaucoup de parrains à se retirer du programme, AAS se doit de diversifier son flux de financement. Présentement, les fonds de parrainage de l'enfant représentent environ 70% du budget total du PP. Bien qu'AAS envisage d'améliorer et d'augmenter son portfolio de parrainage des enfants durant la période du nouveau DSP, elle doit explorer et développer de nouveaux flux de financement. Le Sénégal est la plaque tournante d'un certain nombre d'organisations donatrices et présente

une bonne opportunité pour la mobilisation de fonds bien que la concurrence à Dakar soit trop rude. Il y a actuellement un changement dans les politiques des donateurs qui oblige les organisations à travailler davantage comme des consultants, réduisant les ressources disponibles pour supporter les frais généraux et autres coûts de fonctionnement.



Mr Gorgui Mbaye, Préfet du Département de Foundiougne, heureux de rencontrer notre Secrétaire Général Adriano Campolina (au milieu) accompagné par (de gauche à droite) Omar Diome, Président de l'organisation locale CADD, Zakaria Sambakhé, Responsable des Programmes et partenariats d'AAS, du Commandant Sané, Chef de l'Unité départementale des Sapeurs Pompiers, Ifeoma Charles-Monwuba, Directrice Nationale d'AAS et de M. Badara Diome, Maire de l'arrondissement de Niodior.
Photo - ActionAid

Les principaux bailleurs au Sénégal – comme les Pays Bas, AFD, l'Italie, le Canada, l'Allemagne, la Corée, le Luxembourg, l'Initiative pour le Développement de l'Afrique (IDA), l'UE, l'USAID, le Japon, le Fonds Africain de Développement – ont tous une politique de réservation de 75% de leur aide au développement au Sénégal aux ONGI enregistrées dans leurs pays respectifs avec le solde de 25% restant aux ONG/OCB nationales sénégalaises. Cela signifie qu'AAS doit travailler avec les pays AA dans le Nord pour accéder aux ressources disponibles de ces bailleurs.

Par conséquent, même s'il existe des perspectives de lever des fonds au Sénégal, cela dépasse ce que le Programme Pays peut assumer à lui tout seul et nécessite plutôt un effort de partenariat concerté avec le GS, les affiliés du Nord et d'autres pays de la région.

Compte tenu de la restructuration du GS et de la suppression des conseillers régionaux en mobilisation de ressources et de l'assistance dans l'élaboration de la proposition aux pays, le PP devra explorer la possibilité d'entrer en consortium avec d'autres organisations partenaires.

AAS va mettre à jour l'ancienne cartographie des bailleurs conformément aux priorités du nouveau DSP pour comprendre le financement potentiel disponible pour notre travail au Sénégal. La cartographie va également identifier les organisations partenaires faisant le même travail que nous. En outre, le PP va participer de façon active dans les Plateformes Internationales (PI) pour influencer sur l'orientation de leur travail et assurer sa pertinence dans le contexte du Sénégal et, en retour, la pertinence des opportunités de financement émanant des plateformes. Les systèmes des Nations unies sont également présents au Sénégal et le PP a commencé à explorer des partenariats avec eux.

Pour renforcer la viabilité d'AAS, nous continuerons à suivre le système et l'approche programmatique des partenaires pour réduire tout gaspillage suite à l'évaluation du partenariat et de la capacité des partenaires menée en 2016. Nous consoliderons les LRP de neufs à six régions pour approfondir l'impact de notre travail.

Une stratégie de mobilisation de ressources complète sera élaborée pour fournir plus de détails sur le financement de cette stratégie.



Aby Sarr dans la communauté de Fayako, LRP de Niodior, formée au leadership féminin dessine la carte de la communauté lors d'une séance de réflexion action.
Photo ActionAid

Ce qui va changer

- Diversification des revenus d'AAS avec 60% du parrainage et 40% à partir d'autres sources
- Augmentation du budget annuel d'AAS chaque année de 10% d'une année à l'autre à partir d'une base de 1,2 million Livres sterling en 2018 jusqu'à la fin de la stratégie en 2022
- Renforcer les réserves nationales d'AAS de 500K Livres sterling d'ici 2022.

Qu'allons-nous faire?

- Elaborer une stratégie complète de mobilisation de ressources
- Etablir des relations avec les pairs pour des partenariats en consortium en vue des offres majeures
- Explorer le financement des entreprises à travers les initiatives de responsabilité sociales d'entreprise qui sont conformes avec les valeurs d'AA
- Elaborer une initiative de collecte de fonds pour mobiliser des ressources pour l'action de solidarité envers les femmes et la promotion du changement social à l'échelle des femmes et des filles
- Renforcer la capacité d'ActionAid Sénégal à lever des fonds pour augmenter de façon significative la disponibilité en ressources
- Production de matériel de communication pour mieux présenter notre travail
- Faire le suivi des appels à proposition au niveau international avec l'appui des autres plateformes d'ActionAid
- Continuer l'intégration du programme et le parrainage des enfants pour s'assurer de faire des rapports captivants qui garantissent la satisfaction des partenaires et leur maintien
- Continuer le système de parrainage des enfants par un suivi régulier du système NK pour une réponse rapide aux partenaires et aux foires aux questions.

Ressources humaines

Le DSP est en cours d'élaboration avec une implication active du personnel qui encourage à l'adhésion et à l'appropriation renforçant ainsi la motivation pour la mise en œuvre de la stratégie. Cependant, compte tenu du pourcentage de nouveaux membres du personnel de l'équipe d'AAS, il s'avère impératif de garantir le renforcement continu des capacités de l'équipe afin de garantir des aptitudes adéquates pour orienter les partenaires et les communautés dans l'élaboration du nouveau DSP. Le Sénégal constitue une plaque tournante des organisations de développement

avec un package très compétitif pour ceux qui travaillent dans le secteur, pour motiver et maintenir son équipe dévouée, AAS doit viser à offrir une compensation raisonnable à son équipe. L'atout majeur d'AAS est son personnel qui joue un rôle important pour réaliser le DSP et la stratégie organisationnelle d'ActionAid International. L'équipe des Ressources humaines va solliciter le personnel d'AAS pour une analyse et une planification régulières pour s'assurer que ses plans de travail répondent aux besoins à long terme d'AAS et conduisent aux changements requis dans le DSP.

Ce qui va changer

- Un personnel hautement qualifié et motivé qui aide les partenaires et les communautés à atteindre les objectifs du DSP.

Qu'allons-nous faire?

- AAS approfondira le leadership féminin au sein de l'organisation et veillera à ce que les dirigeants, à tous les niveaux, soient capables de mettre en pratique cette forme de leadership qui est, pour nous, la façon la plus efficace et la plus proche de notre vision et du changement que nous voulons apporter à ce monde.
- Nous renforcerons également les capacités de notre personnel en veillant à ce que tous les aspects du cycle de vie des employés soient en place, notamment la gestion des ressources humaines.
- Nous veillerons à ce qu'une culture de collaboration, qui célèbre l'excellence et l'ouverture, soit bien en place afin qu'AAS, en tant qu'organisation, puisse s'adapter et mettre en œuvre son DSP avec brio.

Les Technologies de l'Information pour le Développement

Le monde a connu une explosion dans l'utilisation des TIC dans tous les domaines, notamment dans la mobilisation pour les campagnes et la programmation. AAS a facilité la communication directe entre les communautés et l'agence sénégalaise de météorologie pour obtenir des informations météorologiques pour les plans de communication de la communauté via le GSM. Dans la nouvelle période stratégique, AAS se mettra à niveau des autres plateformes en TIC pour non seulement passer à l'échelle, mais aussi pour améliorer la rapidité de la mise en œuvre. AAS devra également renforcer ses systèmes internes en TIC pour améliorer sa capacité à participer à des réunions virtuelles, développer des systèmes de gestion pour rassembler, stocker et partager des données et résultats sur le terrain pour mettre en valeur ses travaux en vue d'une reddition de compte à l'avenir et d'une nouvelle mobilisation de ressources. Les systèmes informatiques seront également utilisés pour mettre en place des mécanismes de protection pour les femmes et les filles dans la communauté pour signaler toute atteinte à leurs droits.



Ce qui va changer

- Une approche innovante dans la programmation et la campagne en utilisant les TIC et les systèmes informatiques internes sécurisés qui donnent une date précise en temps réel pour la prise de décision.

Qu'allons-nous faire ?

- Etablir un partenariat avec le système informatique des organisations de développement
- Investir dans les nouvelles technologies notamment celles de nature à aider au cours des réunions virtuelles pour minimiser les coûts de déplacement
- Améliorer notre bande passante
- Investir dans un nouveau Serveur pour la sécurité des données
- Créer des espaces partagés pour des informations organisationnelles pour éviter la perte de mémoire institutionnelle et décourager l'impression de documents.

Appui au Développement organisationnel des Partenaires

AAS met en œuvre à travers ses partenaires et la plupart d'entre eux continuent encore de se développer et ont besoin de l'appui pour le développement organisationnel d'AAS. Conformément à la politique de partenariat d'AA, AAS et ses partenaires vont conjointement identifier les lacunes et apporter son assistance pour combler ces lacunes. Ce qui nous permettra de réaliser de façon efficace notre travail et d'assister nos organisations partenaires dans leur développement progressif.

Ce qui va changer

- Les partenaires d'AAS ont les capacités requises ainsi que les systèmes pour la réalisation du travail d'AAS et pour leur pérennité à long terme en tant qu'organisations à fort impact.

Qu'allons-nous faire?

- Mener un examen participatif des capacités organisationnelles des partenaires et appuyer l'élaboration de plans d'action basés sur les résultats des analyses.
- Là où AAS dispose de compétences internes, l'expérience et les ressources doivent être utilisées pour renforcer les capacités des partenaires.
- Appuyer les partenaires pour intégrer les principes et la perspective du leadership féminin dans leurs structures et leurs façons de travailler.
- Développement organisationnel / Reconception
- Gestion du changement
- Gestion de ressources humaines

Adhésion à la Fédération

En tant que Fédération, ActionAid mène un modèle global de Modèle Pays qui va influencer la présence de ce pays à l'avenir. Le Sénégal participera à cet examen et les résultats détermineront la forme de la présence d'ActionAid dans le pays. ActionAid Sénégal a déjà tenté de devenir membre à part entière de la Fédération, mais ce processus a été abandonné pour permettre au PP de renforcer davantage ses systèmes internes. Dans cette période stratégique et sur la base des résultats de l'analyse du modèle de pays, ActionAid Sénégal va essayer de devenir un membre plus solide de la Fédération d'ActionAid.



L'équipe de AAS pendant sa retraite annuelle en 2017 prête à contribuer activement aux engagements de la Fédération AA.
Photo ActionAid

Ce qui va changer

AAS deviendra un Associé d'AA d'ici à 2022 avec un conseil de gouvernance fort en place pour apporter une supervision stratégique à AAS notamment dans l'aide à la mobilisation de ressources.

Qu'allons-nous faire?

- Appliquer toute recommandation de l'examen de gestion en attente.
- Atteindre la viabilité financière.
- Renforcer les systèmes par le biais des programmes, le financement, le partenariat, DO/RH et l'image de marque publique.
- Identifier les membres appropriés du Conseil d'Administration et travailler avec le GS pour passer aux procédures d'adhésion.
- Faciliter l'enregistrement en tant qu'entité locale.

Communications



Khardiata Ndoye, Chargée du Parrainage d'enfants à AAS, animant une séance communautaire sur le lien entre le parrainage d'enfants et l'approche programmatique de AAS. / Photo - ActionAid

AAS n'a pas eu de personnel de communication dédié pendant longtemps et cela a eu un impact sur sa capacité à documenter et à promouvoir son travail au niveau international. Au cours de cette période stratégique, AAS investira dans la communication avec un accent particulier sur l'utilisation des réseaux sociaux et des médias audiovisuels pour influencer les cibles de plaidoyer et les communautés cibles. Dans la plupart des communautés, les radios communautaires sont présentes et AAS va explorer les partenariats stratégiques avec elles pour faire des priorités de ce DSP un agenda très visible dans les débats publics. Une stratégie de communications séparée sera élaborée et les investissements pour le renforcement des capacités du personnel et l'achat de matériel informatique viendront en appoint. AAS va instituer un programme de stage structuré pour attirer des étudiants en communication pour aider à la réalisation de l'objectif de communication.

Gestion financière

Au cours de la période stratégique, AAS renforcera davantage ses systèmes et processus de gestion financière pour mieux gérer ses propres fonds ainsi qu'à assister ses partenaires dans l'amélioration de leurs systèmes. AAS a commencé un processus de viabilité financière en 2016 et continuera de l'améliorer pour garantir la durabilité de l'organisation.

Ce qui va changer et ce que nous allons faire

- Des systèmes de gestion financière robustes et conformes aux procédures financières d'AA qui permettront une reddition des comptes "vers le bas" et répondront également aux exigences des bailleurs. Cela permettra de prendre en compte les 10 principes de base du système financier d'AA avec une inscription et un reporting précis et en temps opportun des informations financières. Ils auront aussi des mécanismes de contrôle efficaces qui diminuent le risque de violation des systèmes.
- Les principes de recouvrement intégral des coûts et de l'optimisation des ressources guideront notre gestion financière dans l'élaboration des projets et leur mise en œuvre. Ce qui assurera une valeur maximale aux communautés, aux bailleurs et à l'organisation.
- Une meilleure distribution des ressources pour assurer la durabilité d'AAI.
- AAS s'engage à contribuer au renforcement des capacités de son personnel et de ses partenaires et s'engagera au cours de cette période stratégique de renforcer non seulement ses capacités financières mais aussi celles de ses partenaires pour leur propre durabilité. Des formations en finance pour le personnel non financier seront menées en reconnaissant le rôle de toute l'équipe pour un système de gestion financière efficace et rigoureux.

Ifeoma Charles-Monwuba, Directrice Nationale d'AAS expliquant l'importance de prioriser les Financements domestiques pour un développement juste et durable durant la rencontre préparatoire des OSC engagés dans l'éducation en prélude à la réunion de reconstitution des fonds dédiés à l'éducation en février 2018 à Dakar
Photo - ActionAid



Projections financières

D'après le tableau ci-dessous, nous prévoyons que l'année 2017 se terminera par un équilibre budgétaire et par la suite, nous commencerons à bâtir nos réserves positivement à partir de 2018. Pour 2018, les réserves en fin d'exercice devraient être de 407K livres sterling. Cependant, deux projets (AFD et AER) se terminent en 2018, ce qui pourrait créer un déficit de financement, d'où la réduction de nos prévisions de revenus pour 2019. En 2020, les efforts de mobilisation de ressources devraient améliorer notre situation financière au fur et à mesure que nous obtiendrons plus de subventions. Le PP sera donc de nouveau sur la bonne voie sur le plan financier et dépassera peut-être notre position de 2018. Par conséquent, nos réserves de clôture devraient être de 682K livres sterling.

Tableau 1: Projection financière stratégique du pays

£'m (monnaie d'état)	2016 réel			Plan 2017			Prévision 2017		
	R	U	Total	R	U	Total	R	U	Total
Revenu total	1 339	-	1 339	1 296	-	1 296	1 152	-	1 407
Total des dépenses	1 027	-	1 027	1 678	-	1 678	1 041	-	1 041
Transferts nets	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	312	-	312	16	-	16	111	-	111
Réserves d'ouverture (mois)	-	-	-	-	-	-			
Réserves de fermeture (mois)	5	-	5	3	-	3			5

(monnaie d'état)	Projection DSP 2018			Projection DSP 2019			Projection DSP 2020			Projection DSP 2021			Projection DSP 2022		
	R	U	Total	R	U	Total	R	U	Total	R	U	Total	R	U	Total
Revenu total	1 443	-	1 443	1 456	-	1 456	1 475	-	1 475	1 811	-	1 811	1 947	-	1 947
Total des dépenses	1 599	-	1 599	1 236	-	1 236	1 344	-	1 344	1 860	-	1 860	1 960	-	1 960
Transferts nets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	(156)	-	(156)	220	-	220	131	-	131	(49)	-	(49)	(13)	-	(13)
Réserves d'ouverture/mois	5	-	5	4	-	4	5	-	5	5	-	5	4	-	4
Réserves de fermeture (mois)	4	-	4	5	-	5	5	-	5	4	-	4	4	-	4

Notes:d

- R Signifie Revenus limités
- U Signifie Revenu sans restriction

Gestion des risques

En s'engageant à travailler sur des normes de genre changeantes, AAS abordera certaines croyances profondément ancrées mais ceci comporte certains risques. Par conséquent, AAS devra peser attentivement les risques et élaborer des stratégies d'atténuation qui protègent les femmes et les filles en premier lieu ainsi que les organisations et leurs partenaires. Certains des risques identifiés sont indiqués ci-dessous:

Tableau 2: Matrice des risques

Objectif	Risque				Gestion des risques				
	Risques identifiés	Analyse d'impact		Risque brut	Stratégie		Plan d'action		Risque net
		Sig.	Prob.		Stratégie	Efficacité	Plan d'action	Resp.	
Externe	la résistance des gatekeepers à changer les normes de genre négatives	haute	haute		Avant de commencer l'implémentation, sécuriser la collaboration des gatekeepers progressifs en tant qu'agents de changement	cela aidera à réduire leur capacité à bloquer notre programmation	Mener une cartographie des principaux gardiens de la communauté, y compris les chefs religieux et traditionnels. Tenir des sessions avec eux sur l'impact du respect des normes de genre négatives sur les femmes et les filles et la nation dans son ensemble en utilisant les preuves de la recherche-action menée. Identifier les agents de changement parmi eux pour agir en tant que champions du changement pour la question	Directeur partenariat et Politique	
	Stiff competition for dwindling donor resources	haute	Moyen		Se lancer dans une relation de collecte de fonds massive avec des donateurs et des organisations similaires	nous permettre d'identifier les priorités des donateurs et de faire correspondre nos efforts de collecte de fonds aux bons donateurs	Effectuer une cartographie des donateurs qui financent nos domaines prioritaires, Elaborer des projets / notes conceptuelles et présenter aux donateurs identifiés afin de forger des partenariats avec eux. Identifier les organisations homologues avec lesquelles nous pouvons former un consortium partenariats avec pour enchérir pour des fonds de donateurs	Directeur pays	
	Perte de change	Moyen	Haute		Couverture contre les effets de change les expositions peut avoir un impact sur notre budget par sourcing pour le meilleur taux d'échange	Cela aidera à réduire la possibilité d'une réduction du budget et à obtenir plus de financement pour les activités du programme	AAS continuera d'explorer la possibilité d'obtenir l'approbation de la banque centrale du Sénégal pour ouvrir un compte bancaire en devises étrangères. En attendant, AAS obtiendra l'approbation pour maintenir un taux de change conservateur pour ses plans et budgets annuels		
Programme	croyances personnelles et les partenaires interfèrent dans leurs capacités à questionner le norme de genre et pousser pour de vrai changements pour les femmes et les filles	Haute	Moyen		Déployer le développement de la capacité de leadership féministe, y compris les valeurs AA	Cela assurera l'acceptation de la priorité du programme par le personnel et les partenaires	Développement des capacités du personnel et des partenaires sur le leadership féministe, l'appréciation des valeurs des AA et le lien entre les normes sexospécifiques négatives et le statut des femmes et des filles dans la sociétés	Directeur pays	
Risque lié au système	Fraude et perte de fonds	Haute	Haute		Mettre en place des contrôles financiers rigoureux et des mesures pour minimiser la fraude et la perte de fonds	La possibilité de fraude et de perte de fonds sera minimisée lorsque les contrôles financiers sont efficaces tout au long de l'année	Renforcement des capacités du personnel non financier de l'AAS et des partenaires. Implémentation stricte du contrôle financier. Amélioration du suivi des systèmes de gestion financière des partenaires. Mise en œuvre stricte des contrôles internes	Departement Finance	
Risque lié aux ressources humaines	L'attrition du personnel en raison de la condition de service	Haute	Moyen		Déployer des politiques favorables au personnel pour garder le personnel motivés	Cela aidera à retenir les talents déjà au sein de l'organisation	Continuer à mettre en œuvre les principes du leadership féministe en partageant le pouvoir avec le personnel et en les impliquant dans la prise de décision et en célébrant leurs contributions à l'AAS	Équipe de Direction	



Les femmes de l'île de Felir dans le LRP de Niodior, exprimant leur joie après leur rencontre avec le secrétaire Général de la Fédération AA lors de sa visite à cette communauté en février 2018.
Photo - ActionAid

act:onaïd

ActionAid Sénégal
B.P : 45780 Dakar-Fann
67,Ouest Foire, Cité SAGEF1
Dakar, Sénégal
Tél : + 221 33 859 07 82
Email : info.senegal@actionaid.org